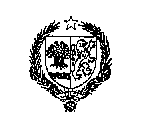
**REPUBLIQUE DU SENEGAL** Genève,

Un Peuple – Un But – Une Foi



**AMBASSADE DU SENEGAL**

**--------------**

**MISSION PERMANENTE DU SENEGAL**

**AUPRES DE L’OFFICE DES NATIONS UNIES**

**Intervention de Son Excellence Monsieur Coly SECK, Ambassadeur Représentant permanent du Sénégal à l’occasion du 10ème anniversaire de l'OPCAT**

**Genève, le 17 Novembre 2016**

**Monsieur le Haut-Commissaire adjoint aux droits de l’Homme,**

**Monsieur le Président du Sous-Comité pour la prévention de la Torture,**

**Excellences Messieurs et Mesdames les Ambassadeurs,**

**Honorables invités,**

## Permettez tout d’abord de vous exprimer les remerciements du Sénégal pour cette invitation à l’occasion de la célébration du 10ème anniversaire du Protocole contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Le Sénégal tient particulièrement à vous féliciter pour les avancées significatives enregistrées par l’OPCAT dans son rôle de surveillance et de respect des obligations des Etats parties à la Convention contre la torture. Il s’y ajoute que cet instrument a su donner plus de visibilité à son important mandat au point de lui conférer une valeur d’exemple aussi bien dans ses méthodes que dans ses résultats.

## Il me plait de relever que le Sénégal a figuré en première ligne dans le noble combat que vous menez, en ratifiant la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le 21 aout 1986 puis son Protocole additionnel, le 18 octobre 2006.

Par la suite, le Sénégal a travaillé pour se conformer à l’article 3 et mettre en place l’Observatoire national sur les Lieux de Privation de Liberté (ONLPL).Un Magistrat expérimenté a été porté à la tête de cette structure, suite à un décret signé le 19 Janvier 2012.

## Le mécanisme, doté d’une autorité administrative indépendante, est chargé de contrôler, par le moyen de visites inopinées ou programmées, les conditions de prise en charge et de transfèrement des personnes privées de liberté afin de s’assurer du respect de leurs droits fondamentaux et de prévenir la torture ou autres peines ou traitements cruels inhumains ou dégradants.

A ce titre, l’Observatoire national est un mécanisme qui a apporté une valeur ajoutée en matière de promotion des droits de l'homme, en ce sens qu'il vient renforcer les garanties de protection des droits fondamentaux accordées aux citoyens sénégalais par la Constitution.

## Dans le cadre de ses activités, l’ONLPL mène des actions de sensibilisation et de formation pour mieux se faire connaître et renforcer les capacités des forces de sécurité et de défense mais également des agents de l’administration pénitentiaire chargés de l’application de la loi dans plusieurs chefs de Lieux de région dans le cadre des visites organisées dans les commissariats de police, les maisons d’arrêts et de correction et les camps pénaux avec l’appui des partenaires techniques et financiers nationaux et internationaux.

## Il importe de préciser que l’Observateur national des Lieux de Privation de Liberté a reçu du Sous-comité pour la Prévention de la Torture des recommandations d’ordre normatif, institutionnel et méthodologique pour améliorer son statut juridique et renforcer l’efficacité dans son fonctionnement.

## Toujours dans l’optique de se conformer à l’OPCAT, qui requiert que le MNP soit indépendant, la loi instituant l’ONLPL lui aménage les garanties statutaires suivantes :

- un mandat de cinq (05) ans non renouvelables durant lequel il ne peut être demis sauf en cas de démission ou d’empêchement ;

- une autonomie budgétaire : il administre librement ses crédits prévus dans la loi de finance ;

- le libre choix de ses collaborateurs qui ne relèvent, sur le plan disciplinaire, que de sa seule autorité ;

- l’Observateur National ne reçoit instructions d’aucune autorité ;

## De plus, pour de donner plus de visibilité à ses actions, l’Observatoire implique dans ses activités les députés de l’Assemblée nationale, la société civile, entre autres. Il m’est agréable de faire observer que les recommandations des parlementaires faites au Gouvernement à la suite de la tournée hivernale 2014 ont abouti, entre autres mesures, à l’augmentation de l’indemnité journalière d’entretien des détenus avec comme conséquence le relèvement du budget des établissements pénitentiaires ainsi que la mise à la disposition de la direction de l’administration pénitentiaire (DAP) de véhicules pour faciliter ses déplacements.

## Afin de renforcer son efficacité opérationnel, l’Observatoire nationale s’est doté d’un plan stratégique 2016-2018, dont les axes sont les suivants :

## 1) Renforcement des moyens juridiques financiers, et humains ;

## 2) Amélioration de l’organisation et de la gestion interne ;

## 3) Accroissement de l’efficacité dans l’exécution des missions ;

## 4) Développement de la communication et des relations avec l’extérieur.

**Monsieur le Président**,

Pour conclure, je vous exhorte à poursuivre cet important travail que vous menez contre la torture et toutes les autres formes de traitement dégradant qui lui sont associées. Le Sénégal sera toujours à vos côtés.

Je vous invite enfin à continuer de renforcer l’assistance technique que vous accordez aux mécanismes nationaux de prévention de la torture au regard de leur rôle essentiel dans la lutte contre le fléau que constitue la torture.

**Je vous remercie.**